



Commune de Montreuil-en-Caux

dossier n° PC 076 449 16 D0003

date de dépôt : 21 décembre 2016

demandeur : EARL du Grand Quesnay

pour : la construction d'un bâtiment à usage
de fabrique d'aliment à la ferme et d'aire
paillée intégrale

adresse terrain : 605 chemin du Grand
Quesnay, à Montreuil-en-Caux (76850)

ARRÊTÉ
accordant un permis de construire
au nom de l'État

Le maire de Montreuil-en-Caux,

Vu la demande de permis de construire présentée le 21 décembre 2016 par l'EARL du Grand Quesnay, représenté par DUPARC Bertrand demeurant 605 chemin du Grand Quesnay, Montreuil-en-Caux (76850);

Vu l'objet de la demande :

- pour la construction d'un bâtiment à usage de fabrique d'aliment à la ferme et d'aire paillée intégrale ;
- sur un terrain situé 605 chemin du Grand Quesnay, à Montreuil-en-Caux (76850) ;
- pour une surface de plancher créée de 270 m² ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu la Carte Communale approuvée par délibération municipale du 02/10/2009 et par arrêté préfectoral du 09/04/2010 ;

Vu l'étude de recensement des cavités souterraines et à ciel ouvert effectué sur le territoire communal effectué par Géo-développement d'octobre 2009 et notamment l'indice n° 163 ;

Vu les pièces complémentaires en date du 06/03/2017 ;

Vu l'accusé de réception du Service Régional de l'Archéologie en date du 16/01/2017 ;

Vu l'avis assorti de prescriptions de la Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours de la Seine-Maritime en date du 03/02/2017 ;

Considérant que le projet est partiellement impacté par une zone de risque de 60 mètres induit par l'indice de cavités n°163, correspondant à une parcelle napoléonienne d'après le recensement des indices de cavités souterraines de la commune ;

Considérant que ce projet concerne la démolition et la reconstruction d'un bâtiment agricole ;

Considérant que l'augmentation de la surface créée est inférieure à 20% ;

Considérant qu'au vu de la doctrine départementale le projet peut être autorisé au titre de la modernisation de l'exploitation agricole ;

ARRÊTE

Article 1

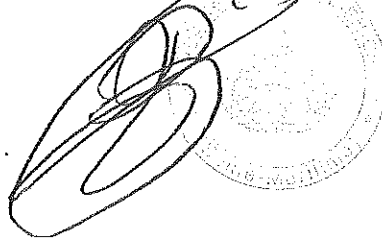
Le permis de construire est ACCORDE sous réserve de respecter les prescriptions mentionnées à l'article 2.

Article 2

Les prescriptions émises par la Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours de la Seine-Maritime dans son avis du 03/02/2017 devront être respectées.

Fait à MONTREUIL EN CAUX, le
LE MAIRE, *V. Esquer*

13 MAI 2017



NOTA BENE : Les eaux pluviales provenant de la toiture devront être recueillies et gérées sur la propriété du pétitionnaire. Toutes précautions devront être prises afin que les eaux pluviales ne se déversent pas sur la propriété voisine.

Le demandeur prendra connaissance du courrier du Syndicat des Bassins Versants Saâne, Vienne et Scie en date du 11/01/2017 et de la fiche AERAS « Gestion des Eaux Pluviales des Bâtiments Agricoles » ci-joints pour la mise en place du pluvial.

En cas de découverte fortuite de vestige archéologique, une déclaration devra être déposée immédiatement en Mairie.

Cette autorisation ne vaut pas accord au titre de la Loi sur l'Eau.

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'État. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Durée de validité du permis :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, et en application du décret n°2014-1661 du 29 décembre 2014, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 36 mois à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée pour une année si les prescriptions d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.

**MAIRIE
DE MONTREUIL EN CAUX**

**ARRÊTÉ DE PERMIS DE CONSTRUIRE
DELIVRÉ PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE**

Demande déposée le 22/07/2017

N° PC 76 449 1700002

Par : Monsieur DUPARC Bertrand
Demeurant à : 605 Chemin du Grand Quesnay
76850 MONTREUIL EN CAUX
Représenté par :
Pour : Construction de deux stabulations sur aire paillée
intégrale
Sur un terrain sis à : 605 Chemin du Grand Quesnay
76850 MONTREUIL EN CAUX
-B 661, ZN 16

Surfaces de plancher :

existante : m²
créée : 1490 m²

Nb de logements :

Destination : Exploitation agricole
ou forestière

LE MAIRE DE MONTREUIL EN CAUX,

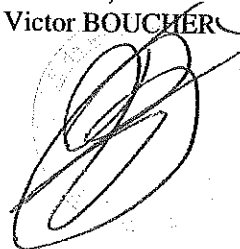
Vu la demande de permis de construire susvisée,
Vu le Code de l'Urbanisme,
Vu la carte communale approuvée par délibération du conseil municipal en date du 02/10/2009,
Vu la carte communale approuvée par le préfet de la région Haute-Normandie, Préfet de la Seine-Maritime, en date du 09/04/2010,
Vu le règlement y afférent et notamment celui de la zone SN,
Vu l'avis favorable du Syndicat des Bassins Versants Saône, Vienne et Scie en date du 7 août 2017,
Vu l'avis favorable de la Chambre d'Agriculture en date du 23 août 2017,

ARRÊTE

Art.1 - Le permis de construire est **ACCORDÉ**.

MONTREUIL EN CAUX, le
Le Maire,
Victor BOUCHER

20 SEP. 2017



NB :
Avis du Syndicat des Bassins Versants Saône, Vienne et Scie en date du 7 août 2017 :
En l'état actuel de nos connaissances, la parcelle n'est pas impactée par un axe de ruissellement et ne se situe pas en zone inondable.
La gestion des eaux pluviales projetée correspond à la Doctrine Départementale : le projet prévoit le rejet des eaux pluviales dans une mare d'au moins 80 m³, elle doit être équipée d'un débit de fuite de 2 L/s/ha, dirigée vers un fossé existant.
Je tiens à attirer votre attention sur le fait que 135 m³ de stockage minimum se doit d'être déjà en place sur la parcelle pour recevoir les eaux pluviales des bâtiments existants. Si ces volumes n'ont pas été réalisés précédemment, ils seront alors à ajouter au dimensionnement préconisés pour le projet.
De même, toute autre surface imperméabilisée (terrasse, chemin d'accès...) doit également d'être accompagnée d'un mode de stockage à part entière (cuve de rétention, fossé, noue, mare...).

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s) :

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du code général des collectivités territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération